

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2020-2021

---

21 AVRIL 2021

---

## Proposition de déclaration de révision de la Constitution visant à intégrer la dimension du genre dans la terminologie utilisée

(Déposée par Mme Sabine de Bethune et consorts)

---

### DÉVELOPPEMENTS

---

La proposition de déclaration de révision de la Constitution qui vous est soumise reprend en grande partie le texte d'une proposition déposée au Sénat le 4 octobre 2010 (doc. Sénat, n° 5-206/1) et le 18 décembre 2014 (doc. Sénat, n° 6-141/1).

Elle vise à déclarer la Constitution soumise à révision dans le but d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée.

La Constitution belge a été fondée sur une égalité abstraite entre les citoyens qui concernait principalement les hommes au départ, étant donné que les femmes n'ont pu accéder progressivement à l'égalité des droits que plus tard.

Aujourd'hui, la Belgique est un des rares pays au monde à avoir réalisé l'égalité entre les femmes et les hommes d'une manière formelle, c'est-à-dire en droit. Dans les faits, il y a encore énormément de choses à faire. Cette évolution ne s'est toutefois pas encore traduite dans le langage utilisé en droit belge, qui doit encore en grande partie se débarrasser de ses aspects patriarcaux.

L'étude générale sur le rôle argumentatif de la langue a eu le mérite d'attirer l'attention sur le fait que les textes et même les textes impersonnels font davantage que transmettre des informations. Le point de vue de l'auteur ou des auteurs transparait – même sans qu'il(s) le veuille(nt) – ne fût-ce que par les termes et la formulation utilisés.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2020-2021

---

21 APRIL 2021

---

## Voorstel van verklaring tot herziening van de Grondwet, met als doel de gebruikte terminologie gendergevoelig te maken

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune c.s.)

---

### TOELICHTING

---

Dit voorstel van verklaring tot herziening van de Grondwet neemt grotendeels de tekst over van een voorstel dat reeds op 4 oktober 2010 (stuk Senaat, nr. 5-206/1) en op 18 december 2014 (stuk Senaat, nr. 6-141/1) in de Senaat werd ingediend.

Het beoogt de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren met als doel de gebruikte terminologie gendergevoelig te maken.

Onze Belgische Grondwet ging uit van een abstracte gelijkheid van de burgers. Oorspronkelijk betrof dit echter hoofdzakelijk mannen. Vrouwen kregen later slechts geleidelijk toegang tot gelijke rechten.

Vandaag is België één van de weinige landen die de formele gelijkheid tussen vrouwen en mannen gerealiseerd heeft, dit wil zeggen in rechten. In de feiten is er nog ontzettend veel werk te verzetten. Evenwel heeft deze evolutie zich nog niet doorgetrokken in het taalgebruik van het Belgische recht, dat zich nog grotendeels van haar patriarchale karakter moet ontdoen.

Het is de verdienste van de algemene studie over de argumentatieve rol van de taal om erop te wijzen dat zelfs zakelijke teksten meer doen dan louter informatie overdragen. Enkel al door de gehanteerde termen en formuleringswijze sijpelt – zelfs onbewust – ook de visie binnen van de schrijver(s).

Des études scientifiques ont déjà montré que le langage utilisé influe sur notre perception des choses. De petits ajustements dans ce domaine peuvent avoir un impact sur nos décisions, nos jugements et nos comportements individuels qui, à leur tour, peuvent affecter le statut et le traitement de l'égalité des femmes et des hommes au niveau interpersonnel.

Dans le cas de notre Constitution, cela signifie qu'elle participe toujours de la vision de l'époque où elle a été rédigée et qu'elle traduit les conceptions des auteurs initiaux. Cela ressort concrètement du fait qu'elle ne mentionne aucun équivalent féminin pour les diverses fonctions dont il y est question. La Constitution ne connaît, par exemple, qu'un président, un suppléant, un sénateur et un Roi. Il n'y est jamais question d'une présidente, d'une suppléante, d'une sénatrice ou d'une Reine. De plus, les pronoms personnels qui font référence à ces fonctions sont tous du genre masculin. Toute femme ministre doit donc découvrir dans la Constitution les pouvoirs dont «il» dispose. Le fait que personne ne se soit jamais demandé sérieusement si le pronom «il» doit se lire «il ou elle» confirme précisément l'idée que le masculin est toujours la norme. On n'a pas davantage cherché à trouver une formulation qui soit neutre du point de vue du genre. Notre Constitution est donc un texte partisan du point de vue de la question du genre et elle véhicule dès lors, pour notre communauté linguistique actuelle, des évidences qui reviennent à dire que le masculin est toujours l'élément général, l'élément central et l'élément le plus apprécié, tandis que le féminin est l'élément d'exception, l'élément marginal et l'élément moins apprécié.

Nous nous trouvons donc en présence de postulats qui reposent sur une idéologie du genre et qui induisent en conséquence une discrimination dans la manière dont les deux sexes sont perçus l'un par rapport à l'autre.

Ce point de vue est d'ailleurs partagé par le Conseil de l'Europe, qui a déjà attiré l'attention dans sa recommandation n° R (90) 4 sur le rôle fondamental que joue le langage dans la formation de l'identité sociale des individus, et sur l'interaction qui existe entre le langage et les attitudes sociales.

Le Conseil s'est en outre dit convaincu que le sexisme dont est empreint le langage en usage dans la plupart des États membres du Conseil de l'Europe – qui fait prévaloir le masculin sur le féminin – constitue une entrave au processus d'instauration de l'égalité entre les femmes et les hommes du fait qu'il occulte l'existence des femmes qui sont la moitié de l'humanité.

Wetenschappelijk onderzoek toonde reeds aan dat taalgebruik een invloed heeft op onze perceptie. Kleine aanpassingen op dit vlak kunnen een impact hebben op onze individuele beslissingen, oordelen en gedrag. Wat op zijn beurt het statuut en de behandeling van de gelijkheid van vrouwen en mannen kan beïnvloeden op interpersoonlijk vlak.

Toegepast op onze Grondwet betekent dit dat die nog steeds de visie in zich draagt van de tijdsgeest waarin ze werd opgesteld, alsook uitdrukking geeft aan de opvattingen van de oorspronkelijke auteurs. Concreet valt dit te illustreren aan de hand van het gegeven dat er voor geen enkele vermelde functie een vrouwelijk equivalent werd opgenomen. Zo kent de Grondwet enkel een voorzitter, een opvolger, een senator en een Koning. Er is geen sprake van een voorzitter, een opvolgster, een senatrice of een Koningin. Daarnaast zijn de persoonlijke voornaamwoorden welke naar die functies verwijzen telkens louter in een mannelijke vorm opgesteld. Bijgevolg dient elke vrouwelijke minister in de Grondwet te lezen over welke bevoegdheden «hij» beschikt. Het feit dat er niet eens noemenswaardig wordt stilgestaan bij het gegeven dat «hij» telkens als «hij of zij» dient gelezen te worden bevestigt precies de idee dat de mannelijke vorm nog steeds de norm is. Evenmin werd gezocht naar een genderneutrale formulering. Onze Grondwet is dus een gendergeladen tekst wat inhoudt dat ze voor onze huidige taalgemeenschap vanzelfsprekendheden bevat die erop neerkomen dat het mannelijke steeds het algemene, het centrale en het hogergewaardeerde is, terwijl het vrouwelijke het uitzonderlijke, het marginale en het mindergewaardeerde vormt.

Op die manier ressorteren dergelijke op genderideologie gebaseerde vooronderstellingen een discriminerend effect in de wijze waarop de beide geslachten ten opzichte van elkaar worden beschouwd.

Die visie wordt ondersteund door de Raad van Europa die reeds in 1990 (aanbeveling nr. R(90) 4) de aandacht vestigde op de fundamentele rol van taal in het vormen van een individuele sociale identiteit, alsook op de interactie die bestaat tussen taal en sociale gedragingen.

De Raad sprak daarbij de overtuiging uit dat het seksisme dat het huidige taalgebruik in de meeste Europese landen kenmerkt – waarbij het mannelijke prevaleert op het vrouwelijke – de totstandkoming van gelijkheid tussen man en vrouw verhindert omdat het aldus het bestaan van vrouwen, als de helft van de wereldbevolking, negeert.

Notre proposition est dès lors dictée, notamment, par la volonté de mettre fin à cette situation. Déceler et supprimer ce genre de suppositions dans la législation est d'ailleurs un des objectifs de la politique intégrée en matière de genre, laquelle rencontre un écho au niveau international depuis la tenue de la Conférence mondiale sur les femmes à Pékin en 1995. Notre pays s'est engagé, comme le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et de nombreux autres États, à tenir compte de cet objectif et à prendre les mesures nécessaires pour pouvoir l'atteindre.

De ce fait, la deuxième raison pour laquelle nous plaçons pour la modification proposée de la Constitution devient claire. Nous ne pouvons pas prétendre sincèrement, dans notre pays, que nous œuvrons à réaliser l'égalité des genres dans le cadre de la politique en général, ni, *a fortiori*, à la réaliser dans la pratique, si la norme suprême de notre ordre juridique est contraire aux exigences minimales qu'une telle égalité implique.

Enfin, notre proposition permettrait non seulement d'intégrer de manière systématique et cohérente la dimension du genre dans la langue juridique qui sera utilisée dans l'ensemble de la législation future, mais aussi de rendre les gens plus conscients de la nécessité de la politique en question, à laquelle nous avons tous souscrit, et d'en élargir l'assise.

La pertinence de la présente proposition est dès lors confirmée par le fait qu'au niveau international, l'on souscrit progressivement aux principes qu'elle pose. Pour illustrer notre propos, nous pouvons faire référence à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, dans laquelle l'emploi systématique de la forme masculine a été abandonné au profit de l'utilisation de formes masculines et féminines, ce qui correspond précisément à ce que prévoit notre proposition en ce qui concerne la Constitution de notre pays.

Enfin, le langage et la communication sont des composantes essentielles de l'égalité entre les genres et le langage ne «doit pas consacrer l'hégémonie du modèle masculin» (CM-REC(2003)3). Une communication non stéréotypée est un bon moyen d'éduquer, de sensibiliser et de prévenir les comportements sexistes. En 2019, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe (CM-REC(2019)1) a demandé aux États membres de procéder à un examen systématique de l'ensemble des lois, réglementations, politiques, etc., du point de vue du langage sexiste et de l'utilisation d'idées reçues et de stéréotypes fondés sur le genre afin de les remplacer par une terminologie sensible au genre. Cela implique d'éliminer les expressions sexistes, d'utiliser des formes féminines et masculines ou neutres dans les titres et pour

Ons voorstel wordt dan ook onder meer ingegeven door het streven hieraan een einde te stellen. Het opsporen en verwijderen van dergelijke vooronderstellingen in de wetgeving is op zichzelf trouwens een van de doelstellingen van de *gendermainstreaming* die sinds de Wereldvrouwenconferentie van de Verenigde Naties van 1995 in Peking internationaal weerklank vond. Net als de Raad van Europa, de Europese Unie en talrijke Staten heeft ook ons land zich ertoe verbonden hier aandacht aan te besteden en er werk van te maken.

Aldus wordt de tweede reden voor het bepleiten van deze grondwetswijziging duidelijk. We kunnen in ons land niet oprecht beweren te streven naar gendergelijkheid in het algemeen beleid, laat staan dat het ook effectief zou gebeuren, indien onze hoogste juridische norm zelf in strijd is met de minimale vereisten welke die vergen.

Ten slotte maakt ons voorstel het niet alleen mogelijk dat voortaan juridisch gendergevoelig taalgebruik op een systematische en coherente wijze in de hele verdere wetgeving, ingang kan vinden, het zal ook het bewustzijn over en het draagvlak voor een dergelijk beleid, dat we met z'n allen hebben onderschreven, vergroten.

Dit voorstel wint dan ook aan kracht door de vaststelling dat deze principes op internationaal niveau stapsgewijs worden doorgevoerd. Zo kan als positieve illustratie verwezen worden naar het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie waarin het systematische gebruik van de mannelijke vorm vervangen werd door mannelijke en vrouwelijke vormen, wat precies datgene is wat wij vandaag voorstellen met betrekking tot onze Grondwet.

Tot slot, taal en communicatie zijn fundamentele onderdelen van gendergelijkheid en «ze mogen de hegemonie van het mannelijke model niet ophemelen» (CM-REC/2003)3). Het hanteren van een niet-stereotiepe communicatie is bovendien goed om mensen voor te lichten, bewust te maken en om seksistisch gedrag te voorkomen. In 2019 verzocht het Comité van ministers van de Raad van Europa (CM-REC/2019)1) de lidstaten om systematisch alle wetten, voorschriften, beleidslijnen en dergelijke te willen controleren op seksistisch taalgebruik en genderspecifieke veronderstellingen en stereotypen. Dit om ervoor te zorgen dat ze vervangen worden door gendergevoelige terminologie. Het gaat in dit geval over het uitbannen van seksistische uitdrukkingen, het gebruiken van de vrouwelijke en mannelijke

s'adresser à un groupe, de diversifier les représentations des femmes et des hommes, et de respecter la parité dans les représentations visuelles et autres. La proposition de vérifier quel langage est utilisé dans notre Constitution et de l'adapter si nécessaire répond à ces recommandations du Conseil de l'Europe.

\*  
\* \*

of genderneutrale vormen van titels, het gebruiken van de vrouwelijke en mannelijke of genderneutrale vormen bij het aanspreken van een groep, het diversifiëren van de vertegenwoordiging van vrouwen en mannen, en het waarborgen van de gelijkheid van beiden zowel in visuele als andere voorstellingen. Het voorstel om het taalgebruik van onze Grondwet te toetsen en te hertalen sluit aan bij deze aanbevelingen van de Raad van Europa.

\*  
\* \*

## PROPOSITION DE DÉCLARATION

Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision:

- de l'article 13 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;
- de l'article 16 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;
- de l'article 19 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;
- de l'article 22 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;
- de l'article 22*bis* de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;
- de l'article 23 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;
- de l'article 24 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;
- de l'article 25 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;
- de l'article 28 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;
- de l'article 32 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;
- de l'article 36 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;
- de l'article 37 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;

## VOORSTEL VAN VERKLARING

De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van:

- artikel 13 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;
- artikel 16 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;
- artikel 19 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;
- artikel 22 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;
- artikel 22*bis* van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;
- artikel 23 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;
- artikel 24 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;
- artikel 25 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;
- artikel 28 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;
- artikel 32 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;
- artikel 36 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;
- artikel 37 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;

- |   |  |
|---|--|
| – de l'article 40 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 40 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 43 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 43 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 44 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 44 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 45 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 45 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 46 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 46 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 47 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 47 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 50 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 50 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 51 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 51 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 52 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 52 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 56 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 56 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 58 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 58 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 59 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 59 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 61 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 61 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |

- |   |   |
|---|---|
| – de l'article 63 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;                                 | – artikel 63 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;                    |
| – de l'article 64 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;                                 | – artikel 64 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;                    |
| – de l'article 66 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;                                 | – artikel 66 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;                    |
| – de l'article 67 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;                                 | – artikel 67 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;                    |
| – de l'article 68 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;                                 | – artikel 68 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;                    |
| – de l'article 69 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;                                 | – artikel 69 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;                    |
| – de l'article 70 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;                                 | – artikel 70 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;                    |
| – de l'article 71 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;                                 | – artikel 71 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;                    |
| – de l'article 74 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;                                 | – artikel 74 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;                    |
| – de l'article 75 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;                                 | – artikel 75 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;                    |
| – de l'article 77 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;                                 | – artikel 77 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;                    |
| – de l'article 78 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;                                 | – artikel 78 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;                    |
| – du titre III, chapitre III, section I <sup>o</sup> , en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui est utilisée dans l'intitulé; | – hoofdstuk III en afdeling I, om in het opschrift de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |

- |  |   |
|--|---|
| – de l'article 85 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;  | – artikel 85 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;  |
| – de l'article 86 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;  | – artikel 86 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;  |
| – de l'article 87 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;  | – artikel 87 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;  |
| – de l'article 88 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;  | – artikel 88 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;  |
| – de l'article 89 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;  | – artikel 89 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;  |
| – de l'article 90 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;  | – artikel 90 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;  |
| – de l'article 91 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;  | – artikel 91 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;  |
| – de l'article 92 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;  | – artikel 92 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;  |
| – de l'article 93 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;  | – artikel 93 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;  |
| – de l'article 94 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;  | – artikel 94 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;  |
| – de l'article 96 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;  | – artikel 96 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;  |
| – de l'article 101 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 101 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 102 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 102 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |

- |  |   |
|--|---|
| – de l'article 103 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 103 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 104 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 104 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 105 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 105 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 106 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 106 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 107 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 107 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 108 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 108 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 109 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 109 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 110 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 110 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 111 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 111 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 112 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 112 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 113 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 113 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 114 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 114 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 119 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 119 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |

- |  |   |
|--|---|
| – de l'article 124 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 124 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 151 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 151 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 152 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 152 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 153 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 153 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 155 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 155 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 160 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 160 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 165 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 165 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 167 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 167 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 181 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 181 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 184 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 184 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 191 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 191 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 195 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 195 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |
| – de l'article 197 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée; | – artikel 197 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken; |

– de l'article 198 de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée;

– du titre IX de la Constitution en vue d'intégrer la dimension du genre dans la terminologie qui y est utilisée.

Le 16 avril 2021.

– artikel 198 van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken;

– titel IX van de Grondwet om de gehanteerde terminologie gendergevoelig te maken.

16 april 2021.

Sabine de BETHUNE.  
Orry VAN DE WAUWER.  
Karin BROUWERS.  
Peter VAN ROMPUY.  
Martine FOURNIER.